



Services publics

75

Comité  
des syndicats  
Ville de Paris

la  
cgt

**Le gouvernement Macron / Barnier en ordre de marche contre la classe ouvrière par son projet de loi de finances pour 2025. Le nouveau premier ministre Michel Barnier nommé par Emmanuel Macron a annoncé la couleur à l'ensemble du salariat en présentant son projet de loi de finances pour 2025 : Sabrer les dépenses publiques à hauteur de 40 milliards pour affaiblir la croissance (moins de cotisations qui rentrent, moins d'impôts qui rentrent...), et en parallèle continuer d'enrichir les actionnaires et, par cet effet, desservir l'économie.**

**La CGT Ville de Paris réaffirme qu'il faut aller chercher du côté des recettes, notamment en imposant chez les 1% des ultra-riches, plutôt que de couper les dépenses publiques qui protègent les travailleurs et qui protègent l'économie. Il faut augmenter les salaires et arrêter toutes exonérations des cotisations sociales.**

Bruno Lemaire ancien ministre de l'économie, nous avait annoncé 4.1% de déficit prévu du PIB pour 2024 fin 2023, alors que la réalité d'aujourd'hui prévoit 6.1% de déficit prévu du PIB. La Macronie a-t-elle dissimulée les chiffres, dans sa politique du mensonge toujours plus aiguisée, puisqu'elle se targue d'avoir réindustrialisé le pays, baissé le chiffre du chômage, réarmé les services publics...

- Le chômage ne baisse pas : l'an dernier 100000 privés d'emplois sont sortis des statistiques, en restant toujours aujourd'hui privé d'emploi.
- Le pays ne se réindustrialise pas : 15% de salariés dans l'industrie en 2017, 13% en 2024.
- Les cadeaux fiscaux ont servi les dividendes qui ont été multipliés par deux depuis 2017.

**Barnier nous annonce :**

- 5 milliards d'euros d'économies dans les collectivités territoriales,
- Le gel du point d'indice des fonctionnaires en 2024 et en 2025, alors que leurs salaires ont perdu plus de 18% face à l'inflation depuis 2010, et qu'1% d'augmentation du point d'indice (2 milliards) ne représente que 2% des aides publiques aux entreprises privés.

**Sur le projet de loi de finances de la Sécurité sociale, le gouvernement Macron / Barnier cogne fort sur les dépenses de sécurité sociale en :**

- Baissant le taux de prise en charge des consultations médicales par l'Assurance Maladie de 70 à 60% alors que leur montant va augmenter.
- Baissant le montant des indemnités journalières de sécurité sociale.

En parallèle, on nous impose actuellement dans les collectivités locales, un accord obligatoire d'adhésion à la couverture de protection sociale complémentaire santé et à la prévoyance santé, avec des appels d'offres des employeurs publics vers des assureurs privés ou des « mutuelles », qui contribuera à terme à la privatisation de notre sécurité sociale.

**Pour la CGT Ville de Paris, nous réitérons notre exigence à la mise en œuvre de la sécurité sociale intégrale à 100 %. La sécurité sociale est un droit essentiel pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses, y toucher c'est toucher aux droits à la santé et aux soins pour toutes et tous.**

La Macronie refuse à ce stade d'enterrer définitivement le projet de loi de l'ancien ministre de la Fonction publique Stanislas Guerini, déclarant que toutes les hypothèses sont sur la table, y compris une reprise totale ou tout au moins partielle du projet : suppressions des catégories historiques de la fonction publique (A, B et C), accentuer les licenciements, primes au mérite...

**Vous l'aurez compris, avec Barnier pas de changement de cap, l'expression démocratique des élections législatives du 07 juillet 2024 ne le concerne pas, il continue :**

**Austérité - Coupe Budgétaire- massacre des services publics - loi immigration...**

### **La CGT revendique au national :**

- La retraite à 60 ans maximum à taux plein (55 ans pour les catégories actives et 50 ans pour les catégories insalubres), avec 35 annuités à taux plein et l'abrogation de toutes les contre-réformes depuis 1993;
- La mise en œuvre de la sécurité sociale intégrale à 100 % ;
- L'augmentation immédiate du point d'indice à 6 euros ;
- l'abrogation de la loi dite de Transformation de la Fonction Publique de 2019;
- l'arrêt des livraisons d'armes de la France à l'Ukraine, à Israël... Redistribution des 413 milliards de la loi de programmation militaire votée par la gauche et la droite du Capital, dans nos services publics ;
- L'arrêt de la répression syndicale, le retrait de toutes les lois « sécuritaires », la levée de l'ensemble des inculpations de tous nos camarades.

**Dans ce marasme démocratique, comment l'exécutif parisien dit « de gauche » va se positionner avec les agents de la collectivité ?**

**La Maire de Paris a su pendant la période des JOP 2024 mettre les moyens suffisant du service public face aux besoins réels des usagers, elle doit les pérenniser !**

### **La CGT Ville de Paris revendique :**

- Aucune coupe budgétaire au niveau des services publics parisiens ;
- Des moyens en régie avec embauche au statut dans toutes les directions de la Ville en phase avec le besoin réel des usagers ;
- Un plan total de déprécarisation qui renforcera un service public parisien de qualité et qui renforcera notre sécurité sociale ainsi que notre caisse de retraite la CNRACL ;
- Une augmentation des salaires : sur les grilles indiciaires pour les statuts spécifiques de la Ville de Paris et sur l'indemnitaire pour les statuts normés, avec la pérennisation du ratio promu/promouvable à 100% ;
- La gratification « JOP 2024 » à 1900€ pour toutes et tous ;
- Le maintien de l'APS décorrélé de la santé;
- L'extension du Ségur à tous les métiers du soin et du lien à la Ville de Paris.

**Pour porter ces revendications et la transformation de la société, la CGT Ville de Paris appellera l'ensemble des agents dans l'unité à la grève, car nous le savons : Seul le rapport de force nous permettra la Victoire !!!**

